

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 2 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif au service de radiomessagerie", a donné le 10 mai 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 2 april 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de semafoon-dienst", heeft op 10 mei 1999 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient à la Chambre des représentants d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

*

*

OBSERVATIONS GENERALES

1. Le projet trouve notamment son fondement dans l'article 89, § 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Cet article prévoit en son paragraphe 1er, alinéa 2, que

"Outre les points visés à l'article 87, § 2, a) à t), chaque cahier des charges portera sur :

- a) l'utilisation des fréquences allouées;
- b) les redevances périodiques pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences;

.../...

- c) en ce qui concerne le service de téléphonie mobile offert au public, le montant minimum du droit unique de concession pour le droit d'établir un réseau et d'offrir le service en cause;
- d) le cas échéant, les conditions d'indemnisation des précédents utilisateurs de la bande de fréquence concernée."

L'article 87, § 2, a) à t), établit quant à lui une liste de vingt éléments, qui vont des "conditions relatives à la capacité économique et à la compétence technique du candidat" (a) aux "conditions nécessaires pour assurer l'équivalence de traitement des opérateurs internationaux" (t).

Les dispositions relatives au "cahier des charges pour opérateur de radiomessagerie" qui figurent au chapitre II du projet ne font pas apparaître clairement comment les opérateurs doivent répondre à ces divers éléments, énumérés avec précision dans les dispositions précitées de la loi.

La structure du projet est calquée sur celle de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM; or ce dernier texte est antérieur à la modification apportée aux articles 87 et 89 de la loi du 21 mars 1991 par la loi du 19 décembre 1997.

Une telle structure n'est pas adéquate. Il conviendrait d'établir les prescriptions du cahier des charges en s'en tenant, aussi fidèlement que possible, à la liste des aspects fixés dans la loi du 21 mars 1991. Cette

.../...

dernière solution a d'ailleurs été adoptée dans l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles (1).

La formulation du chapitre II est à revoir entièrement à la lumière de cette observation générale. Au regard de celle-ci, il n'est pas procédé à la correction légistique détaillée du chapitre II, mais seulement à des observations ponctuelles, ou au rappel d'observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat dans le cadre d'avis antérieurs qui sont transposables en l'espèce (2).

-
- (1) Dans son avis L. 27.309/4, donné le 11 mars 1998 sur cet arrêté royal, alors en projet, la section de législation du Conseil d'Etat avait même observé ce qui suit :

"Dans le chapitre II, il y a lieu de faire en sorte que les intitulés des sections se rapprochent autant que possible du libellé des dispositions qui figurent à l'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et tout au moins de prendre soin que le contenu de ces intitulés respecte la teneur des dispositions qui figurent à l'article 87, § 2, alinéa 2, précité [...]".

- (2) A ce propos, il échet de remarquer que dans la rédaction du projet, il n'a pas été tenu compte des nombreuses observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L. 28.424/4, donné le 14 décembre 1998 sur un projet d'arrêté royal "relatif au cahier de charges applicable à l'exploitation des services de communications personnelles mobiles par satellite". L'auteur du projet est invité à y avoir égard.

.../...

2. Selon l'article 2, § 1er, du projet, l'autorisation octroyée sur la base du présent arrêté couvre la mise en oeuvre d'un réseau terrestre de radiomessagerie et l'exploitation du service public de radiomessagerie correspondant.

Le projet puise son fondement légal, non seulement dans l'article 89, § 1er, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, relatif à l'exploitation des services mobiles de télécommunications, mais également dans l'article 92bis de la même loi, relatif à l'établissement et à l'exploitation des réseaux publics de télécommunications.

Or, les conditions d'établissement et d'exploitation des réseaux publics de télécommunications font l'objet de l'arrêté royal du 22 juin 1998, qui s'applique sans distinction à tous les réseaux publics.

Si l'intention de l'auteur du projet est de ne soumettre les réseaux publics visés à l'article 2 qu'aux seules conditions fixées par le présent projet et non à celles de l'arrêté royal du 22 juin 1998, il convient de le prévoir expressément et d'adapter en conséquence ce dernier arrêté.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Il est suggéré de rédiger l'intitulé en projet selon la même structure que l'intitulé de l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles. L'intitulé en projet deviendrait dans ce cas :

"Arrêté royal fixant le cahier des charges pour le service de radiomessagerie et la procédure relative à l'attribution de licences individuelles.".

Préambule

Alinéas 1er et 2

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence dans les visas aux directives transposées par un arrêté, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement il y a lieu de préciser que le texte en projet transpose telle directive sous la forme d'un considérant, ou sous la forme d'un article du dispositif. Les alinéas 1er et 2 seront dès lors omis et le texte en projet sera corrigé en fonction de cette observation et

.../...

selon le choix effectué par les auteurs du texte en projet (1).

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 1er)

L'article 7 de la loi du 30 juillet 1979 a été remplacé par la loi du 6 mai 1998 (2). On écrira donc "remplacé par la loi du 6 mai 1998" au lieu de "modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1994".

Par ailleurs, l'on écrira "annulé pour partie par l'arrêt de la Cour d'Arbitrage" au lieu de "annulé pour partie par un arrêt de la Cour d'Arbitrage".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 2)

L'article 109ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ne constitue pas un fondement au projet. La mention de cette disposition sera dès lors omise.

(1) Si l'auteur du texte en projet choisissait de mentionner, sous la forme d'un considérant, que le projet transpose des directives, l'alinéa 8 du préambule pourrait être adapté afin d'y faire figurer la date et l'intitulé exact de ces directives. Par contre, au cas où les directives étaient citées dans un article du dispositif, l'alinéa 8 serait à omettre.

(2) Moniteur belge du 30 juin 1998.

Il convient, en revanche, de viser, à titre de fondement au projet, l'article 92bis de cette loi, car le projet fixe des conditions à l'établissement du réseau de radiomessagerie, qui constitue un réseau public de télécommunications comme il a été relevé dans l'observation générale n° 2.

On écrira "[...] notamment l'article 75, § 8, et l'article 89, § 1er, remplacés par la loi du 19 décembre 1997, et l'article 92bis inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 et remplacé par la loi du 19 décembre 1997;".

Alinéa 3 (nouveau)

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, les textes abrogés par un arrêté n'étaient pas visés dans le préambule de ce dernier, cette manière de faire n'est plus d'usage. Actuellement il y a lieu de viser ces derniers. L'on ajoutera dès lors un alinéa visant l'arrêté royal du 17 juillet 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES, qui est abrogé par l'article 30 du projet.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications ne figure pas dans les dossiers dont dispose le Bureau de coordination. Le présent avis est donné sous réserve de l'existence de cet avis.

.../...

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 5)

Il convient de compléter cet alinéa afin d'y mentionner la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son accord, soit celle du 11 mars 1999. Conformément aux règles de légistique formelle, le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 8

Il est renvoyé aux observations faites en ce qui concerne les alinéas 1er et 2.

Alinéa 9 (devenant les alinéas 6 et 7)

En cas de demande d'avis dans le délai d'un mois, il convient de faire figurer les deux alinéas qui suivent dans le préambule (1) :

"Vu la délibération du Conseil des ministres, du [mentionner la date] sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

(1) La section de législation a déjà formulé cette observation de légistique à de nombreuses reprises, notamment dans son avis L. 27.309/4 donné le 11 mars 1998 sur un projet d'arrêté royal "concernant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles", et dans son avis L. 28.424/4, précité.

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Chapitre premier

Comme le chapitre premier ne comporte pas plus d'une section, il convient de ne pas faire usage de la subdivision "Section première".

Article 1er

1. Au 2°, la définition de la radiomessagerie contient toute télécommunication au moyen de signaux radioélectriques, quelle que soit la forme du message.

Il convient de la revoir pour au moins en exclure la téléphonie mobile.

2. Au 3°, afin d'éviter l'usage des parenthèses ainsi que par souci de parallélisme avec la définition du "Réseau GSM" qui figure à l'article 1er, 4°, de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, il est suggéré d'écrire "ensemble des commutateurs, contrôleurs et stations de base" au lieu de "ensemble des équipements spécifiques (commutateurs, contrôleurs et stations de base)".

.../...

3. Il échet de remarquer que la définition de l'abréviation "E.T.S.I.", qui figure au 7°, n'est pas identique dans tous les projets soumis à la section de législation du Conseil d'Etat. Il convient de veiller à ce que les définitions utilisées dans les divers arrêtés qui exécutent la loi du 21 mars 1991 précitée, qui renvoient à des mêmes concepts, correspondent exactement entre elles.

4. Il serait préférable d'omettre le 10° et de rédiger l'article 2, § 1er, comme suit :

"Art. 2.

§ 1er. L'autorisation octroyée sur la base du présent arrêté, ci-après dénommée l'autorisation, couvre la mise en oeuvre d'un réseau terrestre de radiomessagerie et l'exploitation du service public de radiomessagerie correspondant."

5. Au 15°, les mots "date de notification de l'autorisation" parlent d'eux-mêmes, et ne doivent dès lors pas être définis.

6. Au 22°, comme l'abréviation "INS" n'est utilisée qu'à l'article 5, § 1er, alinéa 3, du projet, il est inutile de procéder à une définition de cette abréviation au début du projet. L'on écrira "Institut national de Statistique" en toutes lettres (au lieu de "Institut National des Statistiques") à l'endroit où il est question de celui-ci.

.../...

La même observation vaut mutatis mutandis pour les expressions définies qui ne sont utilisées qu'un petit nombre de fois dans le texte.

Article 2

Il est renvoyé à l'observation faite à propos du 10° de l'article 1er.

Article 3

1. La question se pose de savoir si, en pratique, le délai d'un mois prévu au paragraphe 1er pourra dans tous les cas être respecté par les titulaires des autorisations. La structure et le contrôle du capital de ces derniers dépendent, en effet, notamment d'événements dont ils n'ont pas la maîtrise.

2. Dans son avis L. 27.309/4 donné le 11 mars 1998 sur un projet, devenu l'arrêté royal du 22 juin 1998 fixant le cahier des charges pour le service de téléphonie vocale et la procédure relative à l'attribution des licences individuelles (1), la section de législation du Conseil d'Etat avait notamment observé ce qui suit en ce qui concerne la décision de ne pas reconduire une licence, dont il était question à l'article 19 de ce projet :

(1) publié au Moniteur belge du 15 juillet 1998, p. 23299.

"Compte tenu de l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, en vertu duquel toute personne répondant aux conditions du cahier des charges est en droit d'obtenir une licence, le mot «notamment» figurant à l'alinéa 3 doit être omis.

Le refus de reconduire une licence est une mesure lourde de conséquences pour l'intéressé, de telle sorte qu'il convient à tout le moins de lui permettre d'exposer son point de vue.

Contre cette décision, des recours sont ouverts auprès du Conseil d'Etat."

Cette observation est transposable en ce qui concerne l'article 3, § 2, alinéa 3 (1).

Par ailleurs, dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il convient d'omettre les mots "à compter".

Article 4

Au paragraphe 3, alinéa 2, dans le texte français, il y a lieu d'écrire "nécessaires" au lieu de "voulues".

Article 7

L'assignation de fréquences radioélectriques fait l'objet de l'arrêté royal du 15 octobre 1979 relatif aux radiocommunications privées, qui prévoit que les fréquences

(1) L'article 17, § 2, alinéa 2, permet d'ailleurs à l'opérateur d'être entendu à sa demande par l'Institut, dans le cas où il lui est reproché de ne pas se conformer aux dispositions du projet ou de son autorisation.

sont assignées, modifiées et retirées par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Il n'apparaît pas clairement si l'assignation de fréquences prévues par le présent projet entend déroger à cet arrêté royal.

Il serait plus cohérent d'articuler l'attribution de fréquences aux titulaires des autorisations prévues par le présent projet dans le cadre de l'arrêté royal du 15 octobre 1979.

Article 8

En vertu de l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991 précitée, une disposition réglementaire peut prévoir expressément que l'Institut belge des services postaux et des télécommunications rend un avis tendant à concilier les parties en cas de litiges entre personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications.

L'arrêté royal du 10 décembre 1997 fixant une procédure de conciliation devant l'Institut belge des services postaux et des télécommunications prévoit que, dans une telle hypothèse, l'Institut peut appeler d'office les parties à une procédure de conciliation (article 5, § 1er, alinéa 1er).

Par ailleurs, l'article 79ter de la loi précitée prévoit que chacune des parties à un litige en matière,

.../...

notamment, d'utilisation partagée des installations, peut saisir la "Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées".

La formulation de l'article 8, alinéa 2, du projet suscite dès lors les questions suivantes :

- en cas de litige concernant l'utilisation en commun des sites d'antenne, l'Institut est-il tenu d'appeler d'office les parties en conciliation ou bien jouit-il à cet égard d'un pouvoir d'appréciation, comme le donne à penser l'utilisation du verbe "peut" dans l'arrêté royal du 10 décembre 1997 précité auquel le projet renvoie ?
- la conciliation par l'Institut est-elle, pour les parties, un préalable obligatoire à la saisine de la "Chambre" ?

Cette disposition sera revue pour préciser les intentions de son auteur.

Article 9

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, est à omettre car superflu. Des règles dérogatoires au régime commun de la responsabilité ne pourraient, par ailleurs, valablement être établies que par la loi.

.../...

Article 11

Les paragraphes 1er et 2, alinéa 1er, sont superflus, car les règles qu'ils contiennent figurent déjà dans l'article 109ter, §§ 2 et 3, de la loi du 21 mars 1991.

Ces dispositions seront dès lors omises.

Quant au paragraphe 3, il doit être formulé de manière à viser, non pas Belgacom en particulier mais, tout organisme déclaré puissant sur le marché des services de téléphonie vocale fixe ou mobile ou de lignes louées, ou des réseaux téléphoniques publics fixes ou des réseaux publics de téléphonie mobile, qui exploiterait également un réseau de radiomessagerie ou dont une société filiale ou partenaire exploiterait également un tel réseau.

Article 12

1. Le paragraphe 2 prévoit que les "sociétés de commercialisation de services" doivent être "dûment enregistrées".

Aucune disposition légale ne prévoit un tel enregistrement.

En effet, la loi du 21 mars 1991 prévoit que la fourniture de services de téléphonie vocale (article 87), de téléphonie mobile, de radiomessagerie ou d'autres services mobiles (article 89) sont soumis à autorisation. L'exploit-

.../...

tation d'autres services de télécommunications sont soumis à simple déclaration.

La commercialisation de services de radiomessagerie exploités par un opérateur, avec qui on conclut une convention à cet effet, n'entre dans aucune de ces catégories, sauf à considérer que cette activité consiste en elle-même à exploiter un service de radiomessagerie, auquel cas elle serait soumise à autorisation royale.

L'observation qui précède ne porte pas préjudice à l'habilitation donnée au Roi, par l'article 89, § 1er, alinéa 2, qui renvoie à l'article 87, § 2, alinéa 2, 1), en vertu duquel peuvent être fixées "des conditions nécessaires pour assurer l'interopérabilité des services, l'égalité de traitement et l'information des utilisateurs, notamment les conditions contractuelles de fournitures du service et le respect des obligations pertinentes par les personnes qui commercialisent ces services".

Sur la base de cette habilitation, le projet peut prévoir les dispositions minimales que doivent comprendre les contrats entre l'opérateur et les personnes qui commercialisent ses services, ainsi que la communication à l'Institut de la liste de ces personnes. Il ne peut toutefois imposer un enregistrement ou une déclaration préalable de ces personnes auprès de l'Institut.

Il y a dès lors lieu d'omettre le paragraphe 1er et le paragraphe 2, alinéa 1er, et de formuler le début du paragraphe 2, alinéa 2, (devenant l'alinéa 1er de l'article 12) comme suit :

.../...

"Les contrats que l'opérateur conclut avec des personnes physiques ou morales pour la commercialisation de son service de radiomessagerie comportent au moins les mentions suivantes : ...".

Le paragraphe 2, alinéa 4, n'ajoute rien à l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991 et sera omis.

2. Au paragraphe 4, afin de se conformer à la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications, mieux vaut écrire "des mentions nécessaires à l'identification des abonnés" au lieu de "des mentions relatives aux abonnés".

Article 13

L'article 89, § 1er, alinéa 2, b), de la loi du 21 mars 1991 prévoit la perception d'une "redevance périodique pour l'utilisation du spectre radio-électrique et le contrôle des fréquences".

Cette redevance fait l'objet du paragraphe 2 du présent article.

La redevance de "première mise à disposition des fréquences", prévue au paragraphe 7, destinée au "défraiement du précédent utilisateur des fréquences" est, au contraire, dépourvue de tout fondement légal.

.../...

Le paragraphe 7 doit, dès lors, être omis.

Article 14

1. Au paragraphe 2, il y a lieu d'omettre les mots «dans le cadre de leur contrat de travail». Des règles complémentaires à la législation relative aux contrats de travail ne peuvent, en effet, valablement être établies que par la loi.

2. La possibilité pour les abonnés de faire appel au service de médiation pour les télécommunications est un droit reconnu par l'article 43bis, § 3, de la loi du 21 mars 1991.

Le paragraphe 4, alinéa 2, est superflu et doit, dès lors, être omis.

Article 15

Cette disposition est dépourvue de tout fondement légal et doit être omise.

Article 16

La confidentialité des informations communiquées à l'Institut est réglée par l'article 120 de la loi du 21 mars 1991.

.../...

Le paragraphe 4 sera dès lors omis.

Article 17

1. Au paragraphe 1er, il est plutôt singulier de confier au Conseil des ministres un pouvoir du suspendre ou de révoquer une autorisation. Comme l'autorisation est octroyée par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, mieux vaut prévoir qu'une autorisation peut être suspendue ou retirée dans les mêmes conditions.

2. Par ailleurs, le paragraphe 4 doit être omis.

En effet, si l'article 87, § 2, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991, auquel renvoie l'article 89, § 1er, alinéa 2, de la même loi autorise le Roi à établir des "sanctions en cas de non-respect des conditions de l'autorisation, en ce compris la résiliation", cette habilitation ne peut être comprise comme L'autorisant à établir des amendes administratives telles que celles prévues par la disposition en projet. De telles amendes doivent être prévues expressément par le législateur lui-même.

L'article 109quater de la loi du 21 mars 1991 prévoit du reste la possibilité d'infliger, aux personnes physiques, une amende administrative de 10.000 à 100.000 francs, et, aux personnes morales, une amende de 0,5 p.c. à 5 p.c. de leur chiffre d'affaires dans le secteur concerné, en cas de non-respect des obligations imposées par

.../...

le titre III de la loi, relatif aux télécommunications, et à ses arrêtés d'exécution.

Le principe «non bis in idem» exclut que d'autres amendes soient prévues pour les mêmes faits.

Articles 25 à 27

L'article 89, § 1er, prévoit que le Roi fixe le nombre des autorisations d'exploiter un service de radio-messagerie à accorder, ainsi que des critères de sélection.

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que l'auteur du projet n'entend pas limiter le nombre des autorisations.

Une telle option ne paraît pas contraire à la loi, le Roi pouvant fixer un nombre illimité.

Dans cette hypothèse toutefois, tout opérateur qui satisfait aux conditions générales doit pouvoir obtenir une autorisation, ainsi que le prévoit l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications. Aucun critère de sélection n'est à établir.

L'article 25 établit des critères qu'il qualifie de "critères de qualification".

.../...

Il s'abstient toutefois de définir, relativement à ces critères, le niveau d'exigence requis pour l'octroi de l'autorisation. Si cette absence de précision peut se justifier lorsqu'il s'agit de faire une sélection des candidatures, par contre, lorsque le nombre des autorisations n'est pas limité, celles-ci ne peuvent être refusées que si les candidats n'atteignent pas un niveau d'exigence déterminé dans le cahier des charges.

La directive 97/13/CE précitée fait en effet très clairement la distinction entre, d'une part, les conditions d'octroi des licences, qui doivent être des exigences prédéterminées conformément à l'annexe de la directive et dont le respect crée, dans le chef du candidat, un droit à l'octroi de l'autorisation (article 9, paragraphe 3, précité) et, d'autre part, les critères de sélection à prendre en considération lorsque le nombre des licences individuelles est limité et qu'un choix doit être fait entre plusieurs candidatures.

L'article 25 doit être revu pour tenir compte de cette observation, en formulant non pas des critères à prendre en considération pour l'examen des candidatures, mais bien des exigences conformes à l'annexe de la directive 97/13/CE (1).

Les articles 26 et 27 seront également revus, en omettant les mots "mérites" et "sélectionné", l'examen des candidatures devant se limiter à apprécier si les conditions déterminées sont remplies.

(1) Voir en particulier le point 4.8 de cette annexe.

Article 28

L'article 20 établissant déjà une redevance de 500.000 francs pour l'analyse des dossiers de candidature, conformément à l'article 89, § 1er, alinéa 1er, le principe «non bis in idem» s'oppose à ce que l'on impute en plus aux candidats les frais de consultance pour l'examen de ces candidatures.

OBSERVATIONS FINALES

La rédaction du texte doit être améliorée dans un souci de correction et d'élégance de la langue, ainsi qu'en fonction des règles de légistique formelle (1).

Cette observation vaut surtout pour le texte néerlandais du projet, qui doit être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite à ce propos dans la version néerlandaise du présent avis.

On sera notamment attentif au respect des règles suivantes :

- il convient d'éviter de faire usage de parenthèses dans le dispositif (voir l'article 1er, 3°);

(1) Cf. à cet égard la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://www.raadvst-consetat.fgov.be>).

- il n'y a lieu de diviser un article en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ces derniers comporte plus d'un alinéa (voir par exemple l'article 6);
- lorsqu'il est renvoyé dans un article de l'arrêté en projet à un autre article de cet arrêté, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cet article par les mots "du présent arrêté" (voir par exemple l'article 2, § 4, alinéa 2); de même lorsqu'il est renvoyé dans une subdivision d'article à une autre subdivision du même article, il convient de ne pas faire suivre l'identification de cette subdivision par les mots "du présent article";
- lorsqu'une partie d'article est citée dans une disposition, il convient de procéder à cette citation en faisant figurer une virgule après le numéro de l'article, ainsi qu'après la subdivision de l'article qui est citée (voir par exemple l'article 2, § 4, alinéa 2);
- il convient de formuler les obligations à l'indicatif présent, au lieu de faire usage de la formulation "doit ...";
- lorsqu'une norme est citée pour la première fois, elle doit l'être avec son intitulé complet et exact; lorsqu'elle est citée à nouveau, il convient de la citer avec sa date et de faire suivre celle-ci par le mot "précité" ou "précitée" selon le cas.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die de Kamer van volksvertegenwoordigers krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond onder meer aan artikel 89, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

In paragraaf 1, tweede lid, van dat artikel staat het volgende te lezen :

"Behalve de punten, bedoeld in artikel 87, § 2, a) tot t), zal elk bestek slaan op :

.../...

- a) het gebruik van de toegekende frequenties;
- b) de periodieke rechten voor het gebruik van het radiospectrum en het toezicht op de frequenties;
- c) in het geval van een aan het publiek aangeboden mobiele telefoondienst, het minimumbedrag van het unieke concessierecht voor het recht om een netwerk aan te leggen en de betrokken dienst aan te bieden;
- d) in voorkomend geval, de voorwaarden met betrekking tot de vergoeding van de vorige gebruikers van de betrokken frequentieband."

Artikel 87, § 2, a) tot t), stelt zijnerzijds een lijst van twintig gegevens op, die gaan van "de voorwaarden met betrekking tot het economisch vermogen en de technische bekwaamheid van de kandidaat" (a) tot de "voorwaarden die nodig zijn om de gelijke behandeling van internationale operatoren te garanderen" (t).

Uit de bepalingen betreffende het "bestek voor semafoonoperator" in hoofdstuk II van het ontwerp, blijkt niet duidelijk hoe de operatoren aan die verschillende gegevens, die nauwkeurig in de genoemde bepalingen van de wet zijn opgesomd, moeten beantwoorden.

De indeling van het ontwerp is overgenomen van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofoonnetten; dat besluit dateert echter van vóór de wijziging die bij de wet van 19 december 1997 is aangebracht in de artikelen 87 en 89 van de wet van 21 maart 1991.

.../...

Zulk een structuur is niet geschikt. Men zou bij het opstellen van de voorschriften van het bestek zo dicht mogelijk bij de lijst van de in de wet van 21 maart 1991 vastgestelde gegevens moeten blijven. Deze werkwijze is trouwens gehanteerd in het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen (1).

De formulering van hoofdstuk II behoort volledig te worden herzien in het licht van deze algemene opmerking. Rekening houdend met deze opmerking, onderwerpt de afdeling wetgeving van de Raad van State hoofdstuk II niet aan een gedetailleerde wetgevingstechnische controle, maar maakt ze alleen een aantal specifieke opmerkingen, of herhaalt ze opmerkingen die ze reeds in het kader van vorige adviezen

-
- (1) In advies L. 27.309/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 11 maart 1998 over dat koninklijk besluit, dat zich toen in de ontwerpfase bevond, heeft uitgebracht, heeft ze zelfs het volgende opgemerkt :

"Men behoort ervoor te zorgen dat de opschriften van de afdelingen in hoofdstuk II zo goed mogelijk overeenstemmen met de bewoordingen van artikel 87, § 2, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en er op zijn minst op toe te zien dat de bewoordingen van die opschriften stroken met de teneur van de bepalingen die in het voormelde artikel 87, § 2, tweede lid, staan. (...)"

.../...

heeft gemaakt en die toegepast kunnen worden op het onderhavige geval (1).

2. Volgens artikel 2, § 1 van het ontwerp dekt de vergunning die op basis van het voorliggende besluit wordt verleend, het opzetten van een semafoonnet te land en het exploiteren van de overeenkomstige openbare semafoondienst.

Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond niet alleen aan artikel 89, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, dat betrekking heeft op de exploitatie van mobiele telecommunicatiediensten, maar ook aan artikel 92bis van dezelfde wet, betreffende de aanleg en de exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken.

De voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken zijn vastgesteld in het koninklijk besluit van 22 juni 1998, dat zonder onderscheid op alle openbare netwerken van toepassing is.

Indien het de bedoeling is van de steller van het ontwerp te bepalen dat de in artikel 2 bedoelde openbare

(1) Wat dat betreft, valt op te merken dat bij de redactie van het ontwerp geen rekening is gehouden met de talrijke opmerkingen die de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft gemaakt in haar advies L. 28.424/4 d.d. 14 december 1998 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het bestek van toepassing op de exploitatie van mobiele persoonlijke satellietcommunicatiediensten". De steller van het ontwerp wordt verzocht die opmerkingen in acht te nemen.

netwerken alleen hoeven te voldoen aan de voorwaarden die in het voorliggende ontwerp worden vastgesteld, en niet aan die van het koninklijk besluit van 22 juni 1998, dient zulks uitdrukkelijk te worden vermeld en dient het laatstgenoemde besluit dienovereenkomstig te worden aangepast.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Voorgesteld wordt het ontworpen opschrift dezelfde structuur te geven als het opschrift van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen. Het ontworpen opschrift zou dan als volgt luiden :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het bestek van toepassing op de semafoondienst en van de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen.".

Aanhef

Eerste en tweede lid

Vroeger werd weliswaar naar de richtlijnen die bij een besluit werden omgezet, verwezen met een lid dat begon met "Gelet op"; dat is nu echter niet meer gebruikelijk. Thans dient in de vorm van een overweging, of in de vorm van een artikel in het dispositief, te worden gesteld dat de ontworpen regeling die bepaalde richtlijn omzet. Het eerste

.../...

en het tweede lid moeten derhalve vervallen en de ontworpen tekst moet in het licht van deze opmerking en naar de keuze van de stellers van de ontworpen regeling verbeterd worden (1).

Derde lid (dat het eerste lid wordt)

Artikel 7 van de wet van 30 juli 1979 is vervangen bij de wet van 6 mei 1998 (2). Men schrijve dus "vervangen bij de wet van 6 mei 1998" in plaats van "gewijzigd door het koninklijk besluit van 15 maart 1994".

Bovendien schrijve men "gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof" in plaats van "ten dele nietig verklaard door een arrest van het Arbitragehof".

Vierde lid (dat het tweede lid wordt)

Artikel 109ter van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp. De vermelding van die bepaling moet bijgevolg vervallen.

(1) Indien de steller van de ontworpen regeling ervoor kiest in de vorm van een overweging aan te geven dat het ontwerp richtlijnen omzet, zou het achtste lid van de aanhef aangepast kunnen worden, zodat de datum en het juiste opschrift van die richtlijnen erin vermeld worden. Indien echter in een artikel van het dispositief naar de richtlijnen verwezen zou worden, moet het achtste lid vervallen.

(2) Belgisch Staatsblad van 30 juni 1998.

Er dient daarentegen verwezen te worden naar artikel 92bis van die wet als rechtsgrond van het ontwerp, aangezien het ontwerp voorwaarden vaststelt voor de aanleg van het semafoonnetwerk, dat een openbaar telecommunicatienetwerk is, zoals is opgemerkt in algemene opmerking nr. 2.

Men schrijve "[...] inzonderheid op de artikelen 75, § 8, en 89, § 1, vervangen bij de wet van 19 december 1997, en op artikel 92bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 en vervangen bij de wet van 19 december 1997;".

Derde lid (nieuw)

Vroeger werd in de aanhef van een besluit weliswaar niet verwezen naar regelingen die bij dat besluit werden opgeheven; thans wordt dat echter wel gedaan. Bijgevolg moet de aanhef worden aangevuld met een lid, waarin verwezen wordt naar het koninklijk besluit van 17 juli 1997 betreffende het opzetten en exploiteren van ERMES-semafoonnetten, dat wordt opgeheven bij artikel 30 van het ontwerp.

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

Het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zit niet in de dossiers waarover het Coördinatiebureau beschikt. Dit advies wordt verleend onder voorbehoud van het bestaan van dat advies.

.../...

Zevende lid (dat het vijfde lid wordt)

Dit lid behoort zodanig te worden gesteld dat de datum waarop de Minister van Begroting met het ontwerp heeft ingestemd, namelijk 11 maart 1999, erin vermeld wordt. Het lid zou overeenkomstig de wetgevingstechnische voorschriften aldus geredigeerd moeten worden :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 maart 1999;".

Achtste lid

Verwezen wordt naar de opmerkingen gemaakt over het eerste en het tweede lid.

Negende lid (dat het zesde en het zevende lid wordt)

Wanneer wordt gevraagd dat het advies binnen een termijn van een maand wordt gegeven, behoren de twee volgende leden in de aanhef te worden opgenomen (1) :

(1) De afdeling wetgeving heeft deze wetgevingstechnische opmerking reeds talrijke keren gemaakt, onder meer in advies L. 27.309/4, gegeven op 11 maart 1998 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen", en in haar genoemde advies L. 28.424/4.

"Gelet op het besluit van de Ministerraad van ... [datum] over het verzoek om advies door de Raad van State binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 mei 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dispositief

Hoofdstuk I

Aangezien Hoofdstuk I slechts één afdeling omvat, behoort geen gebruik gemaakt te worden van de onderverdeling "Afdeling I".

Artikel 1

1. In onderdeel 2° omvat de definitie van semafoon-dienst alle telecommunicatie met behulp van radiosignalen, wat ook de vorm van het bericht zij.

Die definitie behoort te worden herzien om op zijn minst mobiele telefonie ervan uit te sluiten.

2. Wat onderdeel 3° betreft wordt voorgesteld om, naar analogie van de definitie van "GSM-netwerk" in artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofoon-netten, te schrijven : "geheel van schakelaars, controle-toestellen ("controllers") en basisstations" in plaats van

.../...

"geheel van specifieke uitrusting (schakelaars, controle-toestellen ("controllers") en basisstations)." Dusdoende wordt het gebruik van haakjes voorkomen.

3. Op te merken valt dat de definitie van de afkorting "E.T.S.I.", die in onderdeel 7° wordt gegeven, niet dezelfde is in alle ontwerpen die aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zijn voorgelegd. Er behoort op gelet te worden dat de definities die in de verschillende besluiten tot uitvoering van de genoemde wet van 21 maart 1991 worden gebruikt en die dezelfde begrippen betreffen, onderling exact overeenstemmen.

4. Het zou verkieslijk zijn onderdeel 10° te laten vervallen en artikel 2, § 1, als volgt te stellen :

"Art. 2.

§ 1. De vergunning die op basis van dit besluit wordt toegekend, hierna te noemen de vergunning, dekt het opzetten van een semafoonnetwerk te land en de exploitatie van de overeenkomstige openbare semafoondienst."

5. In onderdeel 15° zeggen de woorden "datum van notificatie van de vergunning" op zich genoeg, en hoeven ze bijgevolg niet te worden gedefinieerd.

.../...

6. Wat onderdeel 22° betreft, heeft het geen zin de afkorting "NIS" aan het begin van het ontwerp te definiëren, aangezien die afkorting alleen wordt gebruikt in artikel 5, § 1, derde lid, van het ontwerp. Daar waar over deze instelling gesproken wordt, schrijve men voluit "Nationaal Instituut voor de Statistiek". Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de benamingen die in de lijst van termen en definities verklaard worden, terwijl ze slechts enkele keren in de tekst voorkomen.

Artikel 2

Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt bij onderdeel 10° van artikel 1.

Artikel 3

1. De vraag rijst of de termijn van een maand waarin paragraaf 1 voorziet, in de praktijk altijd door de vergunninghouders geëerbiedigd kan worden. De structuur van en de controle op het kapitaal van laatstgenoemden hangen immers onder meer af van gebeurtenissen die zij niet in de hand hebben.

2. De afdeling wetgeving van de Raad van State had in haar advies L. 27.309/4, uitgebracht op 11 maart 1998 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 22 juni 1998

.../...

is geworden tot vaststelling van het bestek van toepassing op de spraaktelefoondienst en de procedure inzake de toekenning van individuele vergunningen (1), onder meer het volgende opgemerkt in verband met de beslissing om een vergunning niet te verlengen, waarvan sprake was in artikel 19 van dat ontwerp :

"Gelet op artikel 9, lid 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, krachtens hetwelk eenieder die aan de voorwaarden van het bestek voldoet, het recht (heeft) om een vergunning te ontvangen, behoren de woorden "met name" in het derde lid te vervallen.

De weigering om de vergunning te verlengen, is een besluit met vergaande gevolgen voor de betrokkene, zodat hij op zijn minst in de gelegenheid moet worden gesteld om zijn oordeel te geven.

Tegen die beslissing kan bij de Raad van State beroep worden ingesteld."

Die opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 3, § 2, derde lid (2).

Bovendien dienen in paragraaf 2, eerste lid, de woorden "te rekenen" te vervallen.

(1) Bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 15 juli 1998, blz. 23299.

(2) Artikel 17, § 2, tweede lid, biedt de operator trouwens de mogelijkheid om op zijn verzoek door het Instituut te worden gehoord, wanneer hem ten laste wordt gelegd dat hij zich niet richt naar de bepalingen van het ontwerp of van zijn vergunning.

Artikel 4

In paragraaf 3, tweede lid, schrijve men in de Franse tekst "nécessaires" in plaats van "voulues".

Artikel 7

De toewijzing van radiofrequenties is het onderwerp van het koninklijk besluit van 15 oktober 1979 betreffende de private radioverbindingen, luidens hetwelk de frequenties toegewezen, vervangen en teruggenomen worden door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Het is niet duidelijk of het de bedoeling is om met de toewijzing van frequenties waarin het ontwerp voorziet, af te wijken van dat koninklijk besluit.

Ter wille van de samenhang zou het beter zijn de toewijzing aan de vergunninghouders van de frequenties waarin het voorliggende ontwerp voorziet af te stemmen op het koninklijk besluit van 15 oktober 1979.

Artikel 8

Krachtens artikel 75, § 8, van de genoemde wet van 21 maart 1991 kan uitdrukkelijk met een overheidsbepaling worden voorgeschreven dat het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie een advies uitbrengt dat strekt tot verzoening van de partijen in geval van geschillen tussen personen die telecommunicatienetwerken exploiteren of telecommunicatiediensten aanbieden.

.../...

Het koninklijk besluit van 10 december 1997 betreffende een verzoeningsprocedure voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie bepaalt dat het Instituut in zulk een geval ambtshalve de partijen kan oproepen tot een verzoeningsprocedure (artikel 5, § 1, eerste lid).

Bovendien bepaalt artikel 79ter van de genoemde wet dat iedere partij bij een geschil dat onder meer betrekking heeft op gedeeld gebruik van de voorzieningen, "de Kamer voor Interconnectiehuurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik" kan adiëren.

De redactie van artikel 8, tweede lid, van het ontwerp roept dan ook de volgende vragen op :

- moet het Instituut, in geval van betwisting omtrent het gemeenschappelijk gebruik van antennesites de partijen ambtshalve ter verzoening oproepen, of beschikt het wat dat betreft over een beoordelingsbevoegdheid, zoals het gebruik van het werkwoord "kan" lijkt aan te geven in het genoemde koninklijk besluit van 10 december 1997 waarnaar het ontwerp verwijst ?
- is de verzoening door het Instituut voor de partijen een voorwaarde vooraf, die aan de adiëring van de "Kamer" verplicht moet voorafgaan ?

Deze bepaling moet worden herzien om de bedoeling van de steller ervan te verduidelijken.

.../...

Artikel 9

Paragraaf 1, eerste lid, is overbodig en behoort dus te vervallen. Regels die afwijken van de gemeenrechtelijke aansprakelijkheidsregeling kunnen overigens alleen bij de wet rechtsgeldig worden vastgesteld.

Artikel 11

De paragrafen 1 en 2, eerste lid, zijn overbodig, want de daarin vervatte regels komen reeds voor in artikel 109ter, §§ 2 en 3, van de wet van 21 maart 1991.

Die bepalingen behoren dus te vervallen.

Paragraaf 3 moet zo worden gesteld dat hij niet geldt voor Belgacom in het bijzonder, maar voor elke organisatie die aangemerkt wordt als een organisatie met een sterke positie op de markt van de diensten voor mobiele of vaste spraaktelefonie, de huurlijnen, de vaste openbare telefoonnetwerken of de openbare netwerken voor mobiele telefonie die ook een semafoonnetwerk exploiteert of die een dochtervennootschap of een partner heeft die ook zulk een netwerk exploiteert.

Artikel 12

1. Volgens paragraaf 2 moet "elke service provider" "behoorlijk geregistreerd" zijn.

.../...

Zulk een registratie is nergens bij de wet geregeld.

Volgens de wet van 21 maart 1991 moet voor de levering van een spraaktelefoondienst (artikel 87), een mobiele telefoondienst, een semafoondienst of andere mobiele telecommunicatiediensten (artikel 89) immers een vergunning worden aangevraagd. Voor het exploiteren van andere telecommunicatiediensten hoeft alleen aangifte te worden gedaan.

Het op de markt brengen van semafoondiensten die geëxploiteerd worden door een operator met wie daartoe een overeenkomst wordt gesloten, valt niet onder één van die categorieën, tenzij ervan uitgegaan wordt dat die activiteit op zich bestaat in het exploiteren van een semafoondienst, in welk geval een vergunning van de Koning vereist is.

De voorgaande opmerking doet geen afbreuk aan de machtiging die aan de Koning wordt verleend bij artikel 89, § 1, tweede lid, waarin wordt verwezen naar artikel 87, § 2, tweede lid, 1), krachtens hetwelk "de noodzakelijke voorwaarden" kunnen worden bepaald "om de interoperabiliteit van de diensten, de gelijke behandeling en de informatie aan de gebruikers te garanderen, met name de contractuele voorwaarden voor de dienstverlening en de naleving van de toepasselijke verplichtingen door de personen die deze diensten commercialiseren".

Op basis van die machtiging mag in het ontwerp worden bepaald welke bepalingen op zijn minst moeten worden vermeld in de overeenkomsten tussen de operator en de

.../...

personen die zijn diensten op de markt brengen. Tevens mag daarin worden bepaald dat de lijst van die personen aan het Instituut moet worden bezorgd. Wat er echter niet in bepaald mag worden, is dat die personen bij het Instituut vooraf moeten worden geregistreerd of aangifte moeten doen.

Paragraaf 1 en paragraaf 2, eerste lid, behoren dus te vervallen en het begin van paragraaf 2, tweede lid (dat het eerste lid van artikel 12 wordt), behoort als volgt te worden gesteld :

"De contracten die de operator met natuurlijke of rechtspersonen sluit om zijn semafoondienst op de markt te brengen, bevatten op zijn minst de volgende gegevens : ...".

Paragraaf 2, vierde lid, geeft geen ruimere strekking aan artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991 en behoort dus te vervallen.

2. Overeenkomstig richtlijn 97/66/EG d.d. 15 december 1997 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector doet men er beter aan in paragraaf 4 te schrijven : "gegevens die noodzakelijk zijn om de abonnees te kunnen identificeren" in plaats van "vermeldingen van de abonnees".

.../...

Artikel 13

Artikel 89, § 1, tweede lid, b), van de wet van 21 maart 1991 bepaalt dat een "periodiek recht" moet worden betaald "voor het gebruik van het radiospectrum en het toezicht op de frequenties".

Dat recht is aan de orde in paragraaf 2 van dit artikel.

Het in paragraaf 7 vermelde recht "voor de eerste terbeschikkingstelling van de frequenties", dat bedoeld is als "terugbetaling van de vorige gebruiker van de frequenties", heeft daarentegen geen enkele rechtsgrond.

Paragraaf 7 behoort dan ook te vervallen.

Artikel 14

1. In paragraaf 2 behoren de woorden "in het kader van hun arbeidsovereenkomst" te vervallen. Regels ter aanvulling van de wetgeving op de arbeidsovereenkomsten kunnen immers alleen bij de wet rechtsgeldig worden vastgesteld.

2. De mogelijkheid om als abonnee een beroep te doen op de ombudsdienst voor telecommunicatie, is een recht dat wordt toegekend bij artikel 43bis, § 3, van de wet van 21 maart 1991.

.../...

Paragraaf 4, tweede lid, is overbodig en behoort dus te vervallen.

Artikel 15

Deze bepaling heeft geen rechtsgrond en behoort dus te vervallen.

Artikel 16

De vertrouwelijkheid van de gegevens die aan het Instituut worden meegedeeld, wordt geregeld bij artikel 120 van de wet van 21 maart 1991.

Paragraaf 4 behoort dus te vervallen.

Artikel 17

1. Wat paragraaf 1 betreft, is het nogal vreemd dat de Ministerraad bevoegd wordt gemaakt om een vergunning te schorsen of in te trekken. Aangezien de vergunning door de Koning wordt verleend, bij een in de Ministerraad overlegd besluit, is het beter te bepalen dat een vergunning onder dezelfde voorwaarden kan worden geschorst of ingetrokken.

2. Paragraaf 4 moet overigens vervallen.

.../...

De reden daarvoor is de volgende : artikel 87, § 2, tweede lid, van de wet van 21 maart 1991, waarnaar in artikel 89, § 1, tweede lid, van dezelfde wet wordt verwezen, machtigt de Koning er weliswaar toe "sancties bij niet-naleving van de voorwaarden van de vergunning met inbegrip van de opzegging" te bepalen, maar die machtiging mag niet worden opgevat als zou Hij administratieve geldboeten zoals die vermeld in de ontworpen bepaling mogen bepalen. Zulke geldboeten moeten uitdrukkelijk door de wetgever zelf worden bepaald.

Artikel 109quater van de wet van 21 maart 1991 voorziet overigens in de mogelijkheid om natuurlijke personen een administratieve geldboete van 10.000 tot 100.000 frank en rechtspersonen een geldboete van 0,5 tot 5 percent van hun omzet in de betrokken sector op te leggen indien ze zich niet houden aan de verplichtingen die worden opgelegd in titel III van de wet, die betrekking heeft op telecommunicatie en op de besluiten ter uitvoering van die titel.

Volgens het principe "non bis in idem" mogen geen andere geldboeten voor dezelfde feiten worden opgelegd.

Artikelen 25 tot 27

Artikel 89, § 1, bepaalt dat de Koning het aantal toe te kennen vergunningen voor de exploitatie van een semafoondienst vaststelt, alsook selectiecriteria.

.../...

Volgens de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, wil de steller van het ontwerp het aantal vergunningen niet beperken.

Dat lijkt niet strijdig met de wet, aangezien de Koning een onbeperkt aantal kan vaststellen.

In dat geval moet evenwel iedere operator die aan de algemene voorwaarden voldoet, een vergunning kunnen krijgen, zoals wordt bepaald in artikel 9, lid 3, van richtlijn 97/13/EG d.d. 10 april 1997 van het Europees Parlement en de Raad betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten. Er hoeft geen enkel selectie criterium te worden vastgesteld.

In artikel 25 worden criteria vastgesteld die "kwalificatiecriteria" worden genoemd.

In dat artikel wordt evenwel niet bepaald in hoeverre men aan die criteria moet voldoen om een vergunning te ontvangen. Wanneer aanvragen geselecteerd moeten worden, kan dat gebrek aan nauwkeurigheid geaccepteerd worden, maar wanneer het aantal vergunningen niet beperkt is, mogen vergunningen alleen geweigerd worden als de aanvragers niet aan de in het bestek vermelde vereisten voldoen.

In de voornoemde richtlijn 97/13/EG wordt immers een zeer duidelijk onderscheid gemaakt tussen enerzijds de voorwaarden voor toekenning van vergunningen, die vooraf op basis van de bijlage bij de richtlijn moeten worden gesteld

.../...

en die de aanvrager, als hij aan die voorwaarden voldoet, een recht op het ontvangen van de vergunning geven (voormeld artikel 9, lid 3) en anderzijds de selectiecriteria die in aanmerking moeten worden genomen wanneer het aantal individuele vergunningen beperkt is en uit verscheidene aanvragen moet worden gekozen.

Artikel 25 moet worden herzien. Daarbij moet rekening worden gehouden met deze opmerking en mogen geen criteria voor het onderzoek van de aanvragen worden opgelegd, maar moeten voorwaarden worden gesteld overeenkomstig de bijlage bij richtlijn 97/13/EG (1).

Ook de artikelen 26 en 27 behoren te worden herzien. Daarbij behoren de woorden "verdiensten" en "geselecteerde" te vervallen, aangezien men bij het onderzoeken van de aanvragen alleen mag nagaan of de gestelde voorwaarden vervuld zijn.

Artikel 28

Aangezien artikel 20 reeds een recht van 500.000 frank voor het onderzoek van de aanvraagdossiers instelt, overeenkomstig artikel 89, § 1, eerste lid, mogen de advieskosten voor het onderzoek van die aanvragen volgens het principe "non bis in idem" niet nog daarenboven op de aanvragers worden verhaald.

(1) Zie inzonderheid punt 4.8 van die bijlage.

SLOTOPMERKINGEN

De redactie van de tekst moet worden verbeterd met het oog op een correct en elegant taalgebruik en op basis van de regels van de wetgevingstechniek (1).

Vooraf het taalgebruik in de Nederlandse tekst is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijven men in artikel 1, 18°, "tijdens welke" in plaats van "tijdens dewelke" en in artikel 3, § 2, derde lid, "opzegging" in plaats van "opzeg". Ook zou er op toegezien moeten worden dat Nederlandse termen geen betekenissen toegevoegd krijgen die wel in het Frans gangbaar zijn, doch niet in het Nederlands, zoals in artikel 1, 4°, waar het woord "dekken" (bedoeld wordt : bestrijken) gebezigd wordt in een betekenis die in die context niet gangbaar is in het Nederlands.

Inzonderheid behoren de volgende regels te worden nageleefd :

- het gebruik van ronde haakjes dient te worden vermeden (zie artikel 1, 3°);
- een artikel behoort alleen dan in paragrafen te worden onderverdeeld als ten minste één paragraaf uit meer dan één lid bestaat (zie bijvoorbeeld artikel 6);

(1) Cf. in dezen de rondzendbrief over wetgevingstechniek op de website van de Raad van State (<http://www.raadvst-consetat.fgov.be>)

- wanneer in een artikel van het ontworpen besluit wordt verwezen naar een ander artikel van dat besluit mag de vermelding van dat artikel niet worden gevolgd door de woorden "van dit besluit" (zie bijvoorbeeld artikel 2, § 4, tweede lid); wanneer in een onderverdeling van een artikel naar een andere onderverdeling van datzelfde artikel wordt verwezen, mag de vermelding van dat onderdeel niet worden gevolgd door de woorden "van dit artikel";
- wanneer in een bepaling een gedeelte van een artikel wordt aangehaald, dient na het nummer van het artikel én na de aangehaalde onderverdeling van het artikel een komma te komen. (zie bijvoorbeeld artikel 2, § 4, tweede lid);
- om een verplichting uit te drukken, behoort de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gebruikt in plaats van de werkwoorden "moeten", dienen te ...";
- wanneer voor het eerst naar een regeling wordt verwezen, moet het volledige en juiste opschrift ervan worden vermeld. Wordt er opnieuw naar verwezen, dan moet die regeling worden aangehaald met het woord "voornoemde", gevolgd door de datum ervan.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN